



POURQUOI LA SOLUTION DU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN NE PROGRESSE-T-ELLE PAS ?

Les bases de la solution du conflit israélo palestinien sont connues:

- Création d'un État palestinien sur la base des lignes d'armistice de 1967 (ligne verte, cf résolution 242 de l'ONU) avec de petites modifications à négocier.
- Évacuation de tous les colons de l'État de Palestine. (cf 4^e convention de Genève)
- Souveraineté partagée sur Jérusalem, capitale de l'État Palestinien et de l'État Israélien.
- Reconnaissance du principe du droit au retour des réfugiés palestiniens en Palestine (cf résolution 194 de l'ONU) avec modalités d'application où le nombre de réfugiés absorbable sur son territoire sera fixé par Israël.

Elles ont été énoncées par Clinton en Décembre 2000 au terme d'un long processus de négociation, et ont constitué la base d'accord à laquelle Palestiniens et Israéliens sont arrivés à Taba en janvier 2001, reprise et précisée par l'initiative de paix de Genève de l'automne 2003

La politique d'Israël contredit ces bases :

- Construction d'un mur intégrant les principales colonies et annexant des territoires palestiniens (de 20 à 50 % de la Cisjordanie) comme future frontière d'Israël.
- Accroissement constant du nombre des colonies et des colons en Cisjordanie, notamment à Jérusalem Est et autour de Jérusalem.
- Refus de négocier avec les Palestiniens.

Si la paix n'avance pas, Israël continue d'avancer dans la conquête de la Palestine.

Responsabilité des États Unis et des États occidentaux

- Absence de pressions pour qu'Israël applique les résolutions de l'ONU, les décisions de la Cour de justice internationale.
- Appui aux exactions d'Israël, destructrices et régionalement déstabilisatrices (guerre contre le Liban et Gaza de l'été 2006)
- Sanctions contre la Palestine après les élections démocratiques de janvier 2005 (victoire du Hamas) ce qui conduit au chaos et au désespoir. Mais pas de sanctions contre Israël (son vice premier ministre Avigdor Lieberman est un homme raciste d'extrême-droite) qui agit en toute impunité et ne respecte pas les résolutions de l'ONU.

Au lieu d'agir en faveur de la paix, les États occidentaux et en premier lieu les États Unis sont complices d'un processus unilatéral qui risque fort d'aboutir à une catastrophe locale, régionale , voire mondiale.

Nos exigences :

- Rétablissement de l'aide européenne au peuple palestinien et suspension de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël tant que l'État hébreu bafouera les droits de l'homme en Palestine.
- Envoi d'une force internationale de protection du peuple palestinien.
- Initiatives et pressions internationales pour l'application du droit international et des résolutions de l'ONU : un État Palestinien souverain sur les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est pour capitale et droit au retour en Palestine des réfugiés.

Ne pas jeter sur la voie publique